
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. XCIX.

Du Mardi 6 Octobre 1789.

TANDIS que tout retentissoit autour de l'assemblée nationale du fracas des fêtes militaires & des cris du malheureux peuple qui manque de subsistances, ses représentans se voyoient obligés de tourner toute leur attention vers les obstacles que les ennemis du bien public étoient tentés peut-être d'opposer encore à une constitution inébranlable.

On s'attendoit à une publication de la déclaration des droits & à une adhésion pure & simple des articles constitutionnels, lorsqu'une réponse du roi a été annoncée dès l'ouverture de la séance. Il est impossible d'en pénétrer les motifs quand on y voit une espèce de condition; il est plus impossible encore d'attribuer ce langage au plus populaire, au plus juste & au plus adoré des monarques de l'Europe.

Tome III.

T

*Réponse du roi à l'assemblée nationale , du 4
Octobre 1789.*

Messieurs, de nouvelles loix constitutives ne peuvent être bien jugées que dans leur ensemble, tout se tient dans un si grand & si important ouvrage. Cependant je trouve naturel que dans un moment où nous invitons la nation à venir au secours de l'état, par un acte signalé de confiance & de patriotisme, nous la rassurons sur le principal objet de son intérêt. Ainsi, dans la confiance que les premiers articles constitutionnels que vous m'avez fait présenter, unis à la suite de votre travail, rempliront le vœu de mes peuples, & assureront le bonheur & la prospérité du royaume, j'accorde, selon votre desir, mon accession à ces articles, mais à une condition positive, & dont je ne me départirai jamais; c'est que par le résultat général de vos délibérations, le pouvoir exécutif ait son entier effet entre les mains du monarque. Une suite de faits & d'observations, dont le tableau sera mis sous vos yeux, vous fera connoître que dans l'ordre actuel des choses, je ne puis protéger efficacement ni le recouvrement des impositions légales, ni la libre circulation des subsistances, ni la sûreté individuelle des citoyens.

Je veux cependant remplir ces devoirs essentiels de la royauté. Le bonheur de mes sujets, la tranquillité publique & le maintien de l'ordre social en dépendent; ainsi je demande que nous levions en commun tous les obstacles qui pourroient contrarier une fin si désirable & si nécessaire.

Vous aurez sûrement pensé que les institutions & les formes judiciaires actuelles ne pouvoient éprouver de changemens qu'au moment où un nouvel ordre de choses y

auroit été substitué ; ainsi je n'ai pas besoin de vous faire aucune observation à cet égard.

Il me reste à vous témoigner , avec franchise , que si je donne mon accessoire aux divers articles constitutionnels que vous m'avez fait remettre , ce n'est pas qu'ils me présentent tous indistinctement l'idée de la perfection ; mais je crois qu'il est louable en moi de ne pas différer d'avoir égard au vœu présent des députés de la nation & aux circonstances alarmantes qui nous invitent si fortement à vouloir , par-dessus tout , le prompt rétablissement de la paix , de l'ordre & de la confiance.

Je ne m'explique point sur votre déclaration des droits de l'homme & du citoyen , elle contient de très-bonnes maximes propres à guider vos travaux ; mais des principes susceptibles d'applications & même d'interprétations différentes , ne peuvent être justement appréciés , & n'ont besoin de l'être qu'au moment où leur véritable sens est fixé par les loix auxquelles ils doivent servir de première base. *Signé LOUIS.*

C'est une grande illusion de la part des hommes qui conseillent les souverains , que cet espoir d'influer , par leurs mesures & par l'ambiguïté de leurs paroles , sur le sort des nations qui veulent être libres ; ce n'est plus le temps des oracles. Il faut aux hommes des loix justes & claires ; il faut que les pouvoirs se contiennent dans leurs limites naturelles , & que ceux qui doivent leur origine aux peuples , respectent les droits éternels de ces mêmes peuples ; d'après ces vues générales on applaudira , sans doute à la conduite ferme de l'assemblée , qui a cru qu'une pareille réponse ne pouvoit pas la satisfaire.

Un député de Franche-Comté a observé le premier que le roi n'acceptoit pas la déclaration des droits ; qu'il donnoit son *accession* au lieu de son *acceptation* aux articles de la constitution , & qu'il laissoit entendre que cette *accession*

n'est accordée qu'à cause des circonstances ; « Je demande donc, ajoutoit-il, pour rassurer les créanciers de l'état, & pour que le peuple français ne puisse reprocher aucune précaution à ses représentans, que l'impôt extraordinaire demandé soit décrété ; mais qu'il soit déclaré que la levée de cet impôt n'aura lieu qu'après que la déclaration des droits & la constitution seront acceptées par le roi, & que l'assemblée s'occupe sans relâche des articles de la constitution qui restent à décréter, pour être présentés avec les autres parties à l'acceptation du roi. »

« La réponse du roi est contraire aux droits de la nation, disoit M. Robert-Pierre ; elle contient une censure de la déclaration des droits & de la constitution ; mais ce n'est pas au roi à censurer la constitution que la nation veut se donner.

» Il faut donc déchirer le voile religieux dont vous avez voulu couvrir les premiers droits de la nation ; car je ne conçois pas comment les représentans d'une nation ont voulu envelopper de nuages les droits les plus incontestables des peuples. »

M. Bouche, après avoir dénoncé la différence qui se trouve entre le décret sur les subsistances, & le règlement donné à la suite par le pouvoir exécutif, sorte d'usurpation de l'autorité législative dont il demandoit la recherche & la discussion dans la séance du soir, a proposé ce projet d'arrêté : « La déclaration des droits de l'homme en société & la constitution seront acceptées par le monarque avant qu'aucun impôt soit accordé par la nation. La constitution étant achevée, le monarque se rendra dans le sein de l'assemblée nationale ; là il jurera, pour lui & ses successeurs au trône de la France, l'observation de la déclaration des droits de l'homme en société & de la constitution. Le serment prêté, l'assemblée nationale prêtera le sien pour la nation en pré-

sence du monarque , pour former la réciprocité entre deux parties, dont l'une doit jurer de gouverner, & l'autre d'obéir conformément aux loix.

M. Prieur disoit qu'en examinant avec attention la réponse du roi , on s'appercevoit qu'au lieu de donner son acceptation aux articles de la constitution présentés , elle porte atteinte à leurs principes. La nation n'a pas besoin du consentement du monarque pour se constituer : son acceptation doit être pure & simple ; M. le président doit se retirer devers le roi , pour le supplier de donner une pareille acceptation.

M. Duport attaquoit d'abord la réponse dans la forme ; il regardoit la seule signature du roi , comme un moyen que prenoient les ministres , pour échapper à la responsabilité. Il y a dans cette réponse , ajoutoit-il ensuite , une phrase de laquelle le peuple pourroit induire que si les circonstances eussent été plus favorables pour les ministres , ils n'auroient pas donné l'adhésion , lorsque le roi dit : *qu'il a égard au vœu présent des députés de la nation & aux circonstances allarmantes qui nous invitent si fortement* : quand on rapproche cette réponse des circonstances dont on se trouve environné , de ces orgies indécentes qui viennent d'avoir lieu , & des nouvelles qui viennent des provinces , il est à présumer que si l'armée se fut trouvée ici , l'adhésion n'auroit pas été donnée ; je ne prétends inculper ni les ministres , ni l'armée , mais je dis que le peuple pourroit penser dans les provinces , que notre ouvrage se ressent de la crainte ; je demande qu'il ne soit voté aucun impôt jusqu'à ce que la constitution sera faite & acceptée. Il ne faut autoriser M. le président à se retirer devers le roi , que pour lui faire part des inquiétudes de l'assemblée sur cette réponse , & lui en demander l'explication.

« La réponse du roi est vraiment allarmante pour la liberté nationale , disoit M. Goupille de Préfeld ; mon avis

est de charger M. le président de se retirer sur le champ par devers le roi , à l'effet de représenter à sa majesté que l'assemblée nationale le supplie d'accorder, sans délai , son acceptation royale , pure & simple & solennelle, pour lui & ses successeurs, tant aux articles de la déclaration des droits , qu'aux articles constitutionnels que l'assemblée nationale a fait présenter à sa majesté.

M. Le président représentera au roi qu'il n'y auroit que des ennemis de sa gloire , de la liberté nationale & de la splendeur de l'empire français, qui pussent le déconseiller d'accorder cette accession que la justice réclame, & qu'exige le titre que sa majesté a accepté de *restaurateur de la liberté française*.

M. le vicomte de Mirabeau défendoit la réponse du roi, en disant qu'il sanctionnoit clairement les articles de la constitution; il n'y a, disoit-il, qu'une condition apposée, qui est bien naturelle, c'est que le pouvoir exécutif ait son entier effet entre les mains du monarque. Quant à la déclaration des droits, elle n'est pas nécessaire à la constitution; c'est un supplément inutile qui appartient d'ailleurs à tous les peuples. Si nous sappons toujours l'autorité royale, le pouvoir exécutif sera sans vigueur, & l'anarchie renaitra. Une réclamation générale dans les communes a rappelé à l'ordre M. le vicomte. On se plaignoit de cette injuste accusation, de sapper une autorité tutélaire dont on n'avoit cessé de consolider l'existence dans la constitution, & qui ne s'est affoiblie que par ses propres excès, ou par des conseils dangereux.

M. le vicomte de Mirabeau voyant qu'on demandoit d'ajouter aux voix sur cette plainte, a avoué qu'il s'étoit servi d'une expression impropre, & qu'il faisoit des excuses à l'assemblée. Et comme il est toujours beau d'avouer ses fautes, l'assemblée a été très-satisfaite, & M. le vicomte a

continué son discours , pour prouver que la forme de la réponse du roi n'étoit pas vicieuse , attendu que l'assemblée avoit décrété qu'elle communiqueroit avec le roi sans aucun intermédiaire.

M. de Virieux représentoit comme des fêtes patriotiques , ce que M. Duport avoit appelé des orgies ; & ne vouloit pas qu'on considérât comme un crime le fruit d'un noble enthousiasme.

« Nous ne nous plaignons pas , répondoit M. Pethion de Villeneuve , des cris de *vive le roi , vive la reine*. Ils retentissent toujours avec plaisir au fond de nos cœurs ; mais on ne vous dit pas les imprécations qu'on a faites contre la nation dans les orgies militaires qui viennent d'avoir lieu. On les dissimule , ces imprécations prononcées contre l'assemblée nationale , dont le peuple pourroit déposer.

» Revenons à la réponse du roi. Il n'est pas de bon citoyen qui ne gémissé de la manière dont les ministres en usent envers l'assemblée nationale. Ils parlent sans cesse de travailler de concert & avec confiance , & jusqu'à présent ils n'ont rien fait qui ne contredise ses arrêtés. Je ne vois que des pièges tendus , des décrets altérés. Que le monarque fasse des observations avant de sanctionner , mais qu'après l'avoir fait , il n'en modifie pas les dispositions.

» On dit qu'il y a un contrat social entre le roi & la nation ; je nie le principe ; le roi ne peut que gouverner suivant les loix que la nation lui présente. N'est-ce pas une assez belle prérogative que celle d'être l'exécuteur exclusif & suprême des loix d'une nation ? Je demande qu'il soit fait une adresse pour être présentée au roi avec les articles de la constitution , par une députation de l'assemblée ,

» Le roi est bon , il a été trompé , il peut l'être encore , s'écrioit M. l'abbé Grégoire ; mais les malheurs nous en-

vironnent. Je demande si les gardes-du-corps doivent prêter serment ? Je demande pourquoi cette cocarde noire qui afflige les bons citoyens , & ces orgies célèbres faites presque sous les yeux de l'assemblée nationale ? Je demande que M. le président se retire par devers le roi , pour demander une acceptation simple des articles qui lui ont été présentés. »

M. Barrere de Vieuzac distinguoit la déclaration des droits, des articles constitutionnels. La première, disoit-il, n'a pas besoin d'être acceptée par le roi ; les droits des hommes sont antérieurs à ceux des monarques, ils furent toujours indépendans des trônes. La déclaration des droits ne doit être que publiée par le roi.

« La constitution seule peut être présentée à la cession du prince plutôt qu'à son acceptation , mais elle ne peut être exposée au refus , encore moins à la critique du pouvoir exécutif , puisqu'il ne prend sa source que dans la constitution même. Comment le pouvoir exécutif pourroit-il modifier le pouvoir national qui le crée ? s'il n'existe que par la constitution , comment pourroit-il la refuser ?

» Je pourrais invoquer les principes oubliés par le comité de constitution , par M. Mounier lui-même, si nous n'avions les principes & les droits éternels des nations : un peuple peut exister comme il lui plaît ; il peut se constituer de la manière qu'il trouve plus propre à son bonheur ; s'il en étoit autrement , & si le roi pouvoit mettre des conditions quelconques à une accession nécessaire , il seroit vrai de dire que vous n'êtes assemblés depuis six mois que pour lui dire : « Choisissez, voulez-vous être monarque ou despote ? vous êtes le maître de nous laisser dans les fers , ou de nous donner la liberté Ce langage vous effraye , vous venez cependant d'entendre le commentaire de ce texte ministériel ; voici le moment

décisif; c'est à la constitution qu'on vous attendoit, & les impôts devoient en précéder l'accession; mais il me suffira de vous demander si ces impôts énormes doivent être l'aliment, la récompense du despotisme, ou le prix de la liberté ?

La motion de M. Barrère de Vieuzac tendoit « à ce que M. le président accompagné d'une députation, soit chargé de se retirer sur-le-champ par devers le roi, pour lui demander la publication de la déclaration des droits, & pour présenter les articles constitutionnels à l'accession pure & simple du roi, & lui en demander la promulgation solennelle avant de s'occuper du décret des finances ».

M. Ulry demandoit qu'il fût décrété que la réponse du roi fût déclarée une surprise faite à la religion de sa majesté. Il a ajouté que les militaires destinés à la garde du roi, fussent obligés de prêter sans délai le serment en la forme prescrite, en présence de la municipalité. Cette double motion a été très-bien soutenue par M. Chassét qui a prouvé que les décrets, déjà sanctionnés, entr'autres celui pour la libre circulation des grains, étoient altérés & différens de ceux de l'assemblée, dans la sanction & publication qui en avoit été faite. Il a sur-tout fait remarquer la formule que la révolution actuelle n'a pu encore faire oublier à la chancellerie : *Car tel est notre plaisir*. Est-ce sous les yeux d'une nation assemblée & qui fait ses loix, disoit M. Chassét, qu'une pareille expression doit être employée par le pouvoir exécutif? Il auroit pu ajouter que cette formule est une mauvaise traduction du mot *placitum* que le despotisme a traduit en *plaisir*, & que la liberté s'empressera d'effacer. Le plaisir des rois doit se trouver à faire exécuter des loix justes & nationales.

» Il faut demander au roi, a dit M. de Mirabeau,

que dans sa sagesse il veuille défendre aux corps & aux chefs des corps, ces fêtes qui insultent à la misère publique & font naître des rivalités & des haines qui peuvent devenir funestes & irrespectueuses dans les lieux où habite le souverain. . . . » Quant au fond, s'il est important que nos arrêtés soient incessamment acceptés, il l'est encore plus qu'elle paroisse libre & volontaire. Si le roi retiroit cette acceptation qui donne trop d'empire aux circonstances, il auroit l'air de n'être pas libre. Il vaut mieux qu'il soit prié de s'expliquer. . . . Si les pouvoirs sont bien limités, si nous avons bien défini le pouvoir exécutif, pourquoi nous faire une condition de ce qui n'est pas douteux ? C'est élever des doutes sur la sincérité des représentans de la nation. . . . Je crois que le contreseing du roi est l'égide exclusif de la liberté nationale. Par une pieuse fiction de la loi, le roi ne peut se tromper ; il est irréprochable d'erreur ; mais il faut au besoin des victimes aux peuples, & les victimes sont les ministres. . . . M. de Mirabeau demandoit que la réponse du roi fut expliquée & non retirée, « & qu'en conséquence M. le président se retirât devers le roi, à l'effet de le supplier de donner, relativement à sa réponse du 4 octobre, une explication claire, qui rassurât les peuples sur l'acceptation de la constitution qui lui avoit été présentée. . . .

M. l'Abbé Maury se demandoit s'il y avoit de l'obscurité, des conditions, ou un refus formel dans la réponse du roi, & il décidait qu'elle ne présentait aucun de ces vices, il ne trouvoit rien d'obscur dans cette réponse. La condition apposée par le roi relativement au pouvoir exécutif, n'est pas une véritable condition ; c'est le concours qu'il doit exister entre les deux pouvoirs, & il importe que le pouvoir exécutif reprenne de l'énergie. Le roi dit qu'il accède au vœu présent, cela ne veut

pas dire que le vœu à venir puisse être différent. Le roi ne se réserve rien quant à la déclaration des droits. M. l'abbé Maury pensoit que des axiomes de morale ne devoient pas être acceptés; c'est donc une grande erreur chez les sages Américains d'avoir fait avant tout une bonne déclaration des droits. Un traité de morale devoit-il tant occuper de si bons législateurs? Mais heureusement les Nations ne pensent pas comme les particuliers; elles ne voient pas, comme M. l'abbé Maury, de simples axiomes de morale dans une déclaration des droits, mais bien la source de toutes les législations, & des principes de politique qui doivent faire disparaître de l'Europe avant long-temps les gouvernemens arbitraires.

Vous êtes placés, disoit M. Camus, entre deux dangers, les finances, & l'état de la Nation; mais, avant tout, vous devez avoir une constitution; c'est le vœu de vos commettans; ainsi il faut régler la manière dont l'acceptation sera accordée. Il proposoit que toute délibération cessant, on s'occupât de la forme de la sanction & de l'acceptation, avant de s'occuper du projet sur la taxe extraordinaire.

M. de Richier pensait qu'on devoit regarder l'acceptation comme pure & simple, d'après les termes touchans dans lesquels la réponse du roi est conçue. M. l'abbé d'Aliécourt desiroit qu'on fit une adresse au roi pour le remercier de sa réponse.

Alors M. de Monspey a fait une motion tendante à ce que M. Pethion expliquât & fit sa dénonciation, relativement aux fêtes militaires. MM. de Mirabeau & Pethion ont accepté la proposition. Mais l'assemblée a cru qu'il étoit prudent & même nécessaire de ne pas donner des suites à une motion de cette nature. M. de Monspey l'a senti bientôt, & l'a retirée. M. Garat aîné

pensoit que la réponse du roi étoit suffisante, vu, disoit-il, l'état incomplet de la constitution & de la déclaration des droits.

M. le comte de Montboissier a parlé avec une énergie admirable pour prouver la nécessité d'ajourner la question agitée sur la réponse du roi; de ranimer le pouvoir exécutif, sauve-garde de la liberté, puisque *le despotisme étoit mort*. Mais l'anarchie est vivante, disoit-il, & je vois renaître une féodalité nouvelle, une aristocratie des villes qui veut s'élever sur les ruines de l'ancienne ». D'après une foule de motifs développés avec autant de chaleur que de talent, M. de Montboissier pensoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. de Toulangeon, M. Gleizen, M. Reubel & M. le duc de la Rochefoucauld l'ont réfuté avec force : l'on est allé aux voix sur la priorité des rédactions de MM. Barrère de Vieusac & comte de Mirabeau.

Alors M. de la Galissonnière a demandé la *question préalable*. On l'a repoussée d'abord; mais M. l'évêque de Langres ayant demandé qu'on allât aux voix sur la question, *si le vœu de l'assemblée étoit rempli par la réponse du roi ou non* : ce qui n'étoit qu'une question préalable travestie; on l'a débattue quelque temps. On a prouvé qu'il n'étoit ni régulier, ni convenable, ni décent de délibérer ainsi sur la réponse du roi; & les deux questions préalables ont été rejetées.

On est allé aux voix sur la priorité; elle a été accordée à la motion de M. de Mirabeau. Aussi-tôt les amendemens se sont multipliés, & la motion de M. de Mirabeau a disparu, pour ainsi dire, sous les nouvelles formes que l'assemblée lui a données. M. Charles de Lameth a proposé de ne pas se séparer jusqu'à ce que le

roi eût répondu une seconde fois. Cela n'a pas été adopté.

Le premier amendement a été pour faire une députation au roi; il a été adopté.

Le second amendement proposé par M. Tellier de Melun, pour joindre la déclaration des droits à la constitution pour être acceptées par le roi. La première motion le portoit de même.

Mais M. de Mirabeau n'adoptoit pas cet amendement à sa motion; il dit que la déclaration des droits étoit un ouvrage philosophique, mauvais dans quelques parties, & très-incomplet.

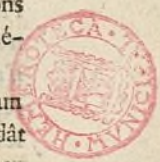
M. Barnave l'a fortement rappelé à l'ordre. M. de Mirabeau a répondu que le droit essentiel des pétitions avoit été un des principaux articles omis dans la déclaration des droits.

On fera, malgré cette observation, très-étonné qu'un publiciste, aussi instruit que l'est M. de Mirabeau, regardât une déclaration des droits comme un ouvrage plus philosophique que politique, dans une assemblée où l'on avoit délibéré que cette déclaration étoit la base de la constitution, la mesure des loix, le type du législateur. Cet ouvrage pouvoit être incomplet; il pouvoit même y avoir quelqu'article à perfectionner; mais étoit-ce une raison pour ne pas lui donner la solennité de la promulgation royale?

L'assemblée a cru devoir la présenter au roi, & l'amendement a été adopté.

On est allé aux voix sur le fond de l'arrêté; & il a été adopté en ces termes, qui sont les mêmes que ceux de la motion à qui la priorité venoit d'être refusée.

« L'assemblée nationale a décrété que M. le président, accompagné d'une députation, se retirera aujourd'hui par devers le roi, à l'effet de vouloir bien donner une accep-



nation pure & simple de la déclaration des droits de l'homme & du citoyen, & les articles de constitution qui ont été présentés à sa majesté.

M. Target a peint ensuite les malheurs qui menaçoient Paris, pour les subsistances; il a demandé que M. le président fût autorisé à demander au roi l'exercice de la force publique pour l'exécution des décrets sur les subsistances & la libre circulation des grains.

Un grand nombre de citoyennes de Paris ont été reçues à la barre. L'Assemblée a écouté leurs plaintes avec le plus grand intérêt, & M. le président est allé vers les six heures chez le roi avec une députation.

La réponse de Sa Majesté a été analogue au vœu de l'Assemblée, & au caractère connu de ce bon roi, qui n'a jamais cessé d'aimer son peuple, & à qui l'histoire n'attribuera aucune des erreurs de son règne: voici cette réponse précieuse: « j'accepte purement & simplement les articles de constitution & la déclaration des droits de l'homme que l'Assemblée Nationale m'a présentés.

Versailles ce 5 octobre 1789.

Signé LOUIS.

L'Assemblée étoit tenant jusqu'à dix heures; elle a rendu, avant de se séparer, un nouveau décret sur les subsistances.

AVIS.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.